

Tendances récentes : L'économie de la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA) a enregistré une croissance d'environ 5,7 % en 2022 — son taux le plus élevé depuis dix ans —, les pays exportateurs de pétrole et de gaz ayant profité de la hausse exceptionnelle des cours et de l'augmentation de la production. Cette embellie témoigne également de la reprise en cours dans le secteur des services après le marasme causé par la pandémie. Néanmoins, la région reste marquée par des conditions économiques et des trajectoires de croissance très divergentes, des niveaux élevés de pauvreté et de chômage dans de nombreux pays, une faible progression de la productivité du travail, des vulnérabilités élevées et des contextes politiques et sociaux fragiles.

De nombreux pays pétroliers de la région ont connu en 2022 une hausse rapide de leurs exportations et de leur production. Ainsi, l'Arabie saoudite, le Koweït et les Émirats arabes unis ont vu leur production augmenter à son rythme le plus rapide depuis une dizaine d'années. Grâce à des taux de change fixes et aux subventions sur les carburants, les pays du Conseil de coopération du Golfe ont aussi pu maintenir l'inflation des prix à la consommation bien en dessous de la moyenne mondiale.

En revanche, la hausse de l'inflation et le resserrement des conditions financières ont pesé sur l'économie des importateurs nets de pétrole, à l'image de l'Égypte et du Maroc dont la croissance a considérablement ralenti au cours du premier semestre de l'année dernière. En glissement annuel, la hausse des prix à la consommation a atteint l'an dernier des taux à deux chiffres dans de nombreux pays qui ont subi une dépréciation importante de leur taux de change et une forte augmentation du prix des denrées alimentaires et de l'énergie.

Perspectives : Selon les prévisions, la croissance de la région MENA devrait ralentir à 3,5 % en 2023 et à 2,7 % en 2024. Cette baisse est principalement due à l'essoufflement du rebond dans les pays exportateurs nets de pétrole, où la croissance devrait tomber à 3,3 et 2,3 % en 2023 et 2024, respectivement, contre 6,1 % en 2022.

Les projections de croissance pour l'Arabie saoudite, dont le dynamisme en 2022 serait selon les estimations bien supérieur aux anticipations de juin dernier, ont été ramenées à 3,7 % pour 2023 et 2,3 % pour 2024. Cette révision à la baisse reflète la décélération attendue chez les principaux partenaires commerciaux du pays, de nouvelles réductions de la production pétrolière et les effets à retardement du resserrement de la politique monétaire nationale. En Iraq, la croissance devrait ralentir à 4 % en 2023 et à 2,9 % en 2024, en dessous du rythme antérieur à la pandémie. Les pénuries d'eau et d'électricité, de même que l'instabilité politique et le climat de violence, devraient faire obstacle à une expansion plus robuste. L'économie de la République arabe syrienne devrait encore se contracter en 2023 en raison de multiples chocs : effets des dérèglements climatiques, poursuite des violences, incertitude politique, épidémies de choléra et pénuries de carburant. À la suite du conflit, les revenus ont diminué de moitié entre 2010 et 2020, et les ménages sont en butte à des niveaux sans précédent de pauvreté et d'insécurité alimentaire.

Dans les pays importateurs nets de pétrole de la région, la croissance devrait rester stable en 2023-2024, à un peu plus de 4 % par an. L'activité en Égypte, tout en continuant à bénéficier des réformes antérieures, devrait ralentir à 4,5 % au cours de l'exercice 2022-2023 (juillet 2022-juin 2023), car l'inflation élevée érode les salaires réels, ce qui pèse sur la consommation intérieure. Une moindre hausse de la demande extérieure devrait également freiner l'activité dans les secteurs de la fabrication et du tourisme. En outre, un resserrement de la politique budgétaire et monétaire pour juguler la forte inflation et un important déficit de la balance courante devraient encore brider la croissance.

Au Maroc, la croissance devrait s'accélérer pour atteindre 3,5 % en 2023 (soit un taux inférieur aux projections précédentes) et 3,7 % en 2024, le secteur agricole se remettant progressivement de la sécheresse de l'année dernière. Les dépenses publiques devraient compenser en partie la faiblesse de la consommation des ménages due à l'inflation élevée.

Risques : Les perspectives de croissance pour la région restent exposées à des risques de dégradation. Les retombées d'un fléchissement de l'activité encore plus marqué chez ses principaux partenaires commerciaux, le durcissement des conditions financières mondiales, l'augmentation des risques liés au climat, la montée des tensions sociales et l'instabilité politique sont autant de facteurs susceptibles d'entraîner de nouvelles contractions économiques et une hausse de la pauvreté. La détérioration des conditions financières ou économiques mondiales et nationales pourrait provoquer une crise dans les économies présentant d'importants déséquilibres macroéconomiques.

Télécharger les *Perspectives économiques mondiales*: <http://wrlid.bg/WNfs50MhGZt>

Prévisions pour la région Moyen-Orient et Afrique du Nord

(Variation annuelle en pourcentage, sauf indication contraire)

	2020	2021	2022e	2023p	2024p
PIB aux prix du marché (prix moyens en dollars sur la période 2010-19)					
Algérie	-5,1	3,5	3,7	2,3	1,8
Arabie saoudite	-4,1	3,2	8,3	3,7	2,3
Bahreïn	-4,9	2,2	3,8	3,2	3,2
Cisjordanie et Gaza	-11,3	7,1	3,5	3,0	3,0
Djibouti	1,2	4,3	3,6	5,3	6,2
Égypte ^a	3,6	3,3	6,6	4,5	4,8
Émirats arabes unis	-5,0	3,9	5,9	4,1	2,3
Iran ^a	1,9	4,7	2,9	2,2	1,9
Iraq	-11,3	2,8	8,7	4,0	2,9
Jordanie	-1,6	2,2	2,5	2,4	2,4
Koweït	-8,9	1,3	8,5	2,5	2,5
Liban ^b	-21,4	-7,0	-5,4
Libye ^b	-31,3	99,3	1,1
Maroc	-7,2	7,9	1,2	3,5	3,7
Oman	-3,4	3,1	4,5	3,9	2,4
Qatar	-3,6	1,5	4,0	3,4	2,9
République arabe syrienne ^b	-3,9	-2,9	-3,5	-3,2	..
Tunisie	-8,8	4,4	2,5	3,3	3,6
Yémen ^b	-8,5	-1,0	1,0	1,0	..

Source : Banque mondiale.

Note : e = estimation ; p = prévision. Les prévisions de la Banque mondiale sont fréquemment actualisées en fonction des nouvelles données et de l'évolution de la conjoncture (mondiale). Par conséquent, les projections présentées ici peuvent être différentes de celles mentionnées dans d'autres documents de la Banque mondiale, même si les évaluations de base des perspectives des pays ne diffèrent pas de façon significative à un moment donné.

a. Chiffres basés sur l'exercice budgétaire. Voir l'annexe régionale pour plus de précisions sur les chiffres de chaque exercice.

b. Les prévisions pour le Liban et la Libye au-delà de 2022 sont exclues en raison de leur haut degré d'incertitude. Les prévisions pour la République arabe syrienne et le Yémen au-delà de 2023 sont exclues en raison de leur haut degré d'incertitude.